

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 127 (1982)
Heft: 10

Artikel: L'emploi en premier de l'arme nucléaire?
Autor: Schneider, Fernand-Thiébaud
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-344475>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 11.12.2024

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

L'emploi en premier de l'arme nucléaire ?

par le colonel Fernand-Thiébaut Schneider

La renonciation à l'emploi en premier de l'arme majeure a été prônée par quatre personnalités de la politique et de la haute administration américaines. Cette thèse a été formellement condamnée non seulement par l'administration Reagan, mais par bien des chefs politiques et militaires d'Amérique et d'Europe.

Le « Non » des « Quatre »

C'est dans la revue américaine *Foreign Affairs* que ces quatre personnalités ont évoqué le thème « Les armes nucléaires et l'Alliance atlantique »¹. Ce sont MM. Mc Bundy, ancien conseiller pour la sécurité des présidents Kennedy et Johnson; George Kennan, ambassadeur des Etats-Unis en URSS en 1952, en Yougoslavie de 1961 à 1963; Mc Namara, ministre de la Défense de 1961 à 1969, et Gerard Smith, délégué américain aux négociations SALT I de 1969 à 1972.

Depuis une trentaine d'années, disent-ils, l'arme nucléaire a préservé la paix entre Est et Ouest, notamment à l'époque du monopole atomique américain. Ce dernier compensait alors l'infériorité en moyens classiques des Etats-Unis et de l'OTAN. L'acquisition, par l'URSS, de l'arme majeure a fondamentalement modifié la situation. D'où l'adoption, par l'Ouest, de la doctrine de la riposte graduée (flexible response) à la place de

l'ancienne réplique atomique massive à toute attaque.

En fait, l'actuelle parité entre les deux Grands en moyens nucléaires risque d'aboutir à « l'escalade » et même au grand suicide réciproque. Il se pose donc, de part et d'autre, le problème du contrôle de cette menace d'ascension funeste. Pour atténuer l'actuelle supériorité soviétique sur le front d'Europe découlant des SS-20, SS-4 et SS-5, sans équivalents alliés sur ce théâtre, le président Reagan a proposé de renoncer à l'implantation des Pershing II et missiles de croisière prévus en 1979, si l'URSS acceptait de démanteler ses SS. Car sur le front de contact, les Etats-Unis ne déploient que des armes nucléaires tactiques.

A vrai dire selon les « Quatre », certains Européens estiment que, sans moyens capables d'atteindre d'Europe le territoire soviétique, la volonté américaine d'une défense atomique des pays alliés serait mise en doute. Les responsables d'Outre-Atlantique ne sont pas toujours crus quand ils affirment que, si nécessaire, les armes nucléaires stratégiques stationnées aux Etats-Unis pourraient intervenir au profit du théâtre européen. En Amérique, par contre, l'acceptation

¹ « Nuclear Weapons and the Atlantic Alliance », par Mc George Bundy, George Kennan, Robert S. Mc Namara, Gerard Smith. (*Foreign Affairs*, Spring 1982).

d'une implantation d'engins atomiques américains en territoire européen est parfois considérée comme une preuve de fidélité des alliés à l'OTAN. Ces derniers craignent toutefois l'implantation des armes en cause, susceptibles d'être l'objet de destructions fatales pour l'environnement. Ainsi, même la simple présence d'engins nucléaires tactiques a provoqué une réelle peur dans les pays européens de l'OTAN. Or la crédibilité des forces atomiques du théâtre a été mise en doute déjà sous le président Nixon, entraînant de nouvelles mesures sous ses successeurs Ford et Carter. Selon les quatre auteurs américains, vu l'impossibilité d'un contrôle certain des tirs nucléaires de part et d'autre, il n'y a qu'une solution : la renonciation à l'emploi en premier de l'arme majeure, surtout en faveur de l'Allemagne, susceptible de devenir le champ de bataille principal.

En fait, la RFA – dont les Etats-Unis, en tant que première puissance de l'OTAN détentrice de l'arme majeure, doivent garantir la sécurité – s'est nettement placée sous la protection américaine. En renonçant à la neutralité, elle a créé une association germano-américaine qui n'a pas eu de précédent dans l'Histoire, soit un Etat de grandeur respectable dépendant tellement d'un plus grand, comme l'Allemagne fédérale de l'Amérique...

Mais l'alternative classique, que les «Quatre» entendent substituer à l'ancienne réplique nucléaire automatique, présuppose une immense con-

fiance dans les forces traditionnelles américaines, britanniques, françaises et allemandes. Or la réalisation d'un potentiel classique suffisant constitue un problème difficilement soluble de par son volume indispensable. Et les alliés en cause ont déjà du mal à honorer les 3% d'accroissement de leurs budgets militaires qu'ils ont acceptés, alors que l'effort à fournir dépasserait ce niveau...

Par ailleurs, certains experts ont bien envisagé des répliques nucléaires limitées. Mais comment alors empêcher l'escalade et l'holocauste final? D'autant plus que ces emplois exceptionnels de l'arme majeure une fois autorisés, pourraient, en fait, devenir la règle de toute réplique. Les «Quatre» recommandent donc la décision, par l'OTAN, de ne jamais autoriser l'emploi en premier de l'arsenal atomique. Mais l'administration américaine n'a pas étudié suffisamment le problème posé : d'où des inquiétudes en Europe et des manifestations pacifistes. Et certaines personnalités américaines semblent partager les réserves des quatre auteurs : M. Nixon prêche une réduction du nombre de fusées anti-nucléaires et M. Foster Dulles est contre les ripostes atomiques.

La doctrine suggérée aurait bien des avantages. Elle permettrait de conserver un arsenal nucléaire, toujours utile, car les Soviétiques savent bien le risque attaché à l'emploi de ces armes. Par contre, les Etats-Unis, une fois dégagés du souci de prévoir des plans multiples d'engagements nucléaires,

ne seraient plus obligés d'acquiescer tous les moyens atomiques considérés jusqu'alors comme indispensables. L'URSS sera d'ailleurs, pensent les «Quatre», incitée à suivre la même doctrine, sans chercher à tirer bénéfice d'une aventure aussi risquée qu'une attaque en premier avec l'arme de la terre.

Celle-ci ne serait utilisée désormais qu'en seconde frappe et les frais de modernisation à envisager seraient donc plus modestes. Certes, admettent MM. Bundy, Kennan, Mc Namara et Smith, les Etats-Unis ne pourront pas se contenter de quelques douzaines ou centaines d'ogives nucléaires prêtes à être utilisées. Mais le prix total à leur consacrer sera inférieur aux estimations actuelles. La grande peur européenne du péril nucléaire sera calmée, et l'idée d'une «zone dénucléarisée d'Europe» sera désormais dévalorisée, les pays alliés pouvant être atteints de régions plus éloignées que l'URSS européenne. Et puis la solidarité politique des alliés de l'OTAN sera aussi dissuasive que les forces militaires.

Par contre, même l'unanimité sur le non-emploi en premier ne signifierait nullement la certitude du non-recours à l'arme majeure, tant que subsisteront de tels engins. Mais ce risque sera moindre si les nations occidentales accroissent et améliorent leurs forces classiques. Et une telle politique sera bénéfique à tous les pays vivant sous la crainte d'une troisième guerre mondiale.

Telle est la thèse générale des «Quatre». Elle contient, certes, une part de vérité et il est indéniable qu'en cas de libre choix des moyens, on devrait condamner le recours à l'arme majeure. Mais une renonciation à l'emploi en premier de celle-ci ne saurait être admise par l'Occident allié. Aussi la thèse des «Quatre» a-t-elle été généralement vivement contestée par les responsables politiques et militaires de l'Alliance, américains et européens.

Le rejet général de la thèse des Quatre

Non seulement elle a été formellement condamnée par l'administration Reagan, mais elle est exclue vigoureusement par le commandant en chef allié en Europe, le général Rogers. Dans une étude parue dans *Foreign Affairs*, «L'Alliance atlantique: recettes pour une décennie difficile»², il affirme que, du temps du monopole nucléaire américain, une riposte massive avec l'arme atomique s'imposait, mais que, dans les conditions actuelles, la doctrine d'emploi de celle-ci résulte d'une triple possibilité:

- Une *défense directe* pour repousser l'agression ou du moins imposer à l'adversaire la responsabilité d'une escalade.
- Une *escalade possible*, prévue par l'OTAN.
- Une *menaçante riposte nucléaire générale*, élément suprême de la dissuasion.

² Cf *Foreign Affairs* Summer 1982, et *Europa-Archiv* N° 12, 1982.

Or, dit le général Rogers, l'URSS a dépassé l'OTAN dans bien des domaines. Mais, en ce qui concerne les armes nucléaires stratégiques, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne ont tout fait pour garantir une force de dissuasion valable de l'Alliance. Pour les armes de portée moyenne, la double décision de l'OTAN de décembre 1979 – implantation de 572 Pershing II et missiles de croisière, mais aussi engagement de négociations Est-Ouest pour une réduction des euromissiles – doit éliminer un certain vide dans la force de dissuasion de l'Alliance. La «solution zéro» du président Reagan – renonciation aux implantations envisagées si l'URSS consent à démanteler ses SS-20, SS-4 et SS-5 – va dans le même sens. Elle a déjà incité Moscou à admettre des négociations. Le pouvoir destructeur des armes nucléaires et le danger d'escalade qu'elles comportent exigent un seuil atomique très élevé. La dissuasion par moyens classiques a donc été renforcée par le programme à long terme de 1978. Malheureusement, certains pays alliés ont du mal à honorer les engagements pris. D'où un écart en accroissement constant entre les moyens classiques Est et Ouest. En bref, la puissance de frappe des forces conventionnelles atlantiques est actuellement insuffisante. La destruction en cas de conflit, par l'Ouest, des unités de second échelon adverses a bien été envisagée dans les scénarios de l'OTAN. Mais il faudra améliorer notamment les moyens d'identification et d'atteinte

des objectifs. Alors seulement sera relevé le seuil nucléaire, face à un adversaire invité par la «proposition zéro» à retirer du théâtre ses vecteurs de portée moyenne.

Or, estime le général Rogers, l'URSS, pas plus que l'Ouest, ne désire franchir le seuil fatidique. Consciente du risque découlant d'un recours à l'arme majeure, elle ne voudrait pas exposer sa population à une telle menace. Raison de plus, pour l'OTAN, de renforcer son potentiel classique, sans pour autant renoncer aux moyens nucléaires. L'agressivité soviétique sera modérée par la menace d'une riposte à l'arme atomique.

Par contre, une renonciation à l'emploi en premier de celle-ci serait considérée par bien des Européens comme une réduction de l'engagement des Etats-Unis à l'égard des alliés du front.

Une politique militaire réaliste de dissuasion comportera donc, en plus de l'amélioration des forces classiques, le maintien de la menace d'une escalade nucléaire. Le général Rogers estime qu'une déclaration officielle de l'OTAN pourrait donc proclamer la volonté de ne jamais lancer une guerre contre l'Est, mais aussi celle, très ferme, d'une puissante réplique, classique ou nucléaire, à toute agression. Ainsi l'ennemi potentiel comprendrait que les conséquences néfastes de celle-ci seraient plus importantes que les bénéfices attendus, par lui, d'une attaque...

Quant au coût de l'armement sup-

plémentaire occidental, il sera supportable, se traduisant par 4% d'accroissement des crédits militaires, au lieu des actuels 3% déjà acceptés. Telle est la conclusion du général Rogers.

En Allemagne fédérale, c'est le ministre de la Défense, M. Apel, qui a fourni la réponse de son pays aux thèses des «Quatre», par un article paru dans *Europa-Archiv*³. Dans sa «Contribution à la discussion sur la stratégie de l'OTAN», il rappelle que l'arme majeure a bien assuré la paix en Europe pendant de longues années. Alors, pourquoi renoncer à l'emploi en premier de ce moyen? De toute manière, il serait illusoire de vouloir éliminer l'arme nucléaire et il faut se rapporter à la double décision de l'OTAN de décembre 1979, importante à bien des points de vue. M. Apel insiste sur la nécessité d'une augmentation des forces traditionnelles de l'Alliance. Or, dit-il, les 3% d'augmentation des crédits militaires ne seront pas suffisants pour assurer un équilibre des unités de type classique entre Est et Ouest. Car, pour le réaliser, il faudrait un accroissement considérable des effectifs occidentaux, impossible actuellement.

Par ailleurs, même si, ayant acquis un potentiel classique comparable à celui du Pacte de Varsovie, l'OTAN renonçait à un recours en premier à l'arme majeure, elle commettrait une grave faute. Car l'URSS conserverait

³ «Zur Diskussion über die Strategie des Friedens», par Hans Apel (*Europa-Archiv*, N° 11, 1982). Traduction dans *Foreign Affairs*, Summer 1982.

toujours son potentiel nucléaire. Or la portée des SS-20 permettrait, même à des engins implantés en territoire soviétique à l'est de l'Oural, d'atteindre l'Europe alliée.

Dans ces conditions, poursuit M. Apel, seule une limitation et un contrôle des deux arsenaux russe et américain concrétiserait une amélioration de la sécurité de l'Allemagne fédérale. La RFA aurait intérêt à demander l'établissement d'un contrôle exact des moyens en cause, afin que puisse être réalisée une réelle diminution du nombre de ces engins. Cette question est d'ailleurs actuellement à l'étude à l'OTAN.

A vrai dire, remarque le ministre allemand, l'emploi d'un seul engin atomique ferait passer de la guerre classique à la guerre nucléaire. Il importe donc que la décision de recourir à l'arme majeure soit bien prise à Washington, afin d'y situer le risque encouru. En fait, les Soviétiques n'ont jamais envisagé un «découplage» entre les moyens nucléaires du front de l'Europe et les forces stratégiques stationnées aux Etats-Unis. Mais, estime M. Apel, il n'en serait plus de même après la renonciation au recours en premier à l'arme majeure. Il est vrai que la cohésion et la fermeté de l'Alliance contribuent davantage à la puissance de celle-ci que n'importe quelle stratégie atlantique. Mais il faut tenir compte de la situation de chaque membre de la défense commune. Ainsi la France et la Grande-

Bretagne, d'ailleurs nucléaires, sont, du fait de leur situation géographique, en meilleure posture que la RFA, menacée de devenir le théâtre du champ de bataille.

La politique commune doit éviter les conflits en Europe centrale. Mais qui proclame le «no first use», favorise précisément une localisation de la guerre sur le continent européen, en suscitant en quelque sorte une coupure entre ce dernier et l'Amérique.

Un débat général sur la défense de l'Europe alliée s'impose. Ce sera une possibilité, pour l'Allemagne fédérale, d'évoquer – tout en respectant la solidarité atlantique et son propre désir d'un bon voisinage avec l'Est – les conditions particulières de sa sécurité.

Telle est la conclusion de M. Apel. Sa condamnation de la thèse des «Quatre» a été suivie par celle de quatre autres personnalités allemandes. MM. Karl Kaiser, professeur de science politique à l'Université de Cologne, Alois Mertes et Georg Leber, membres du Bundestag, et le général Franz-Joseph Schulze, ancien commandant en chef allié de Centre-Europe, ont publié dans *Europa-Archiv* une étude, «Les armes nucléaires et le maintien de la paix»⁴.

Pour ces auteurs, trois principes doivent inspirer la défense de l'OTAN:

⁴ «Kerwaffen und die Erhaltung des Friedens», par Karl Kaiser, Georg Leber, Alois Mertes et Franz-Joseph Schulze (*Europa-Archiv*, N° 12, 1982).

- 1 Une réaction alliée commune à toute agression, à tout défi.
- 2 Une constante aptitude à réagir à tout niveau.
- 3 Le maintien de la possibilité de choisir entre les actions classiques et les nucléaires.

L'objectif essentiel reste la prévention du conflit, par la dissuasion nucléaire surtout, qui a assuré si longtemps la paix en Europe. La grande peur est née des armes atomiques, dont le pouvoir destructeur dépasse toute imagination, et la stratégie de la riposte graduée a empêché l'adversaire virtuel de tirer bénéfice d'une agression, nucléaire ou non, voire d'une guerre limitée.

Or, disent les auteurs cités, la possibilité de défense actuelle serait notablement réduite par une renonciation à l'emploi en premier de l'arme majeure. Et puis, une guerre nucléaire, même limitée, risque toujours l'escalade funeste. Ce n'est donc qu'en cas d'impossibilité d'une autre riposte efficace qu'il faudra recourir à l'arme atomique. La thèse des «Quatre» est cependant à rejeter, car dans le camp allié, la renonciation proposée réduirait la valeur de l'engagement américain. Et l'URSS serait portée à croire qu'elle disposerait librement de ses moyens nucléaires, étant à l'abri de ceux de l'Ouest tant qu'elle n'aurait pas eu recours elle-même à ses engins atomiques. Et les pays alliés subiraient seuls tous les dommages...

Par contre, estiment MM. Kaiser,

Mertes, Leber et le général Schulze, la renonciation envisagée augmenterait la menace d'agression de type classique. Car un équilibre total des forces Est-Ouest traditionnelles, obtenu par un accroissement substantiel des troupes de ce genre, serait actuellement trop coûteux, en dehors des possibilités financières des pays de l'Alliance. En outre, la situation géographique de l'URSS favoriserait le Pacte de Varsovie. Enfin, les États nordiques, difficilement défendables par les seuls moyens classiques, seraient particulièrement menacés. Les populations alliées, conscientes du danger et subissant certaines pressions bien orientées, seraient découragées et accessibles au «Lieber rot als tot» – «plutôt rouge que mort» – des pacifistes...

En France, dans un article publié par *Défense nationale*⁵, le général Gallois a, lui aussi, critiqué la thèse des «Quatre». Il leur reproche de vouloir «asséner un nouveau coup à une coalition militaire que certains tiennent, abusivement, pour vacillante». Il les accuse d'ignorer que les Européens, en adhérant à l'OTAN, ont fait confiance à leur puissant allié, en rejoignant une organisation de défense basée précisément sur l'indissoluble combinaison de l'arme nucléaire et des forces classiques qu'ils devaient eux-mêmes fournir à l'Alliance.

⁵ «Quatre pas vers le désengagement», par le général Pierre M. Gallois (*Défense nationale*, juin 1982).

L'Amérique n'a-t-elle pas engagé ses partenaires non pourvus en moyens atomiques à s'associer au traité de non-prolifération, puisque leur protection était garantie par son propre potentiel?

Le général Gallois reproche aux «Quatre» de vouloir travailler en faveur d'un certain désengagement de leur pays du théâtre d'Europe, avec l'intention de réserver les forces stratégiques avant tout à la préservation de la sécurité des territoires des deux Grands, le front allié étant défendu essentiellement avec des moyens traditionnels. D'où, dit-il, le risque d'une immense bataille des chars, avec la perspective de cinquante millions de morts et d'une Allemagne dévastée, où ne resterait même plus pierre sur pierre...

La sécurité de l'Occident allié – qui conditionne celle de l'Europe libre – repose essentiellement sur cette double aptitude apparemment contradictoire: une dissuasion totale pour empêcher cette guerre que l'on voudrait éviter; mais aussi le pouvoir de déclencher à tout moment, si nécessaire, la riposte nucléaire. Il est réconfortant que la puissance-guide de l'OTAN impose ces deux possibilités et que l'étonnante proposition des «Quatre» soit l'objet d'une condamnation générale dans les pays de l'Alliance...

F.-Th. S.